

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE 2003/DCLE/4B/N° 2003 1903 01245**

**OBJET :** Arrêté préfectoral complémentaire – Changement d’exploitant  
de carrière avec modification de phasage d’exploitation –  
Commune de SAINT VIT– SA SACER PARIS-NORD-EST

**LE PREFET DE LA REGION FRANCHE-COMTE**

**PREFET DU DOUBS**

VU le titre premier du livre V du Code de l’Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris en application du Code précité et en particulier ses articles 18, 23-2 et 42.1 ;

VU l’arrêté préfectoral n° 5669 du 4 octobre 1999 autorisant la SARL LACOSTE dont le siège social est situé à ÉVILLERS (25520), à exploiter une carrière à ciel ouvert de roche calcaire et des installations de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de SAINT VIT, au lieu-dit « Champs de Tenne » ;

VU le dossier de demande enregistré le 24 avril 2002 et complété le 5 novembre 2002 par lequel la SA SACER PARIS-NORD-EST dont le siège social est situé à SAINT MICHEL SUR ORGE (91240) sollicite le changement d’exploitant avec modification de phasage d’exploitation pour la carrière ayant fait l’objet de l’arrêté d’autorisation du 4 octobre 1999 ;

VU l’avis et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l’Industrie, de la Recherche et de l’Environnement de Franche-Comté en date du 27 janvier 2003 ;

VU l’avis de la Commission Départementale des Carrières dans sa séance du 4 mars 2003 ;

CONSIDERANT :

- qu’aux termes de l’article L 512-1 du Code de l’Environnement, la délivrance de la présente autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur en vue de la conduite de son projet dans le respect des intérêts visés à l’article L511-1 du même code ;
- qu’aux termes de l’article L 516-1 du Code de l’Environnement, la mise en activité après une autorisation de changement d’exploitation d’une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières ;
- que l’exploitation depuis 3 ans de la carrière a révélé quelques difficultés (présence d’eau, coût élevé du déplacement de l’installation de traitement des matériaux) justifiant une demande de modification du phasage et par conséquent du montant des garanties financières pour la remise en état du site ;
- que la modification du phasage d’exploitation sollicitée est jugée non notable au sens du Code de l’Environnement et n’entraîne donc pas de nouvelle consultation tant administrative, technique que publique ;

L'Exploitant entendu ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du DOUBS ;

## **A R R Ê T É**

### **ARTICLE 1**

La SA SACER PARIS-NORD-EST dont le siège social est situé 16 rue Denis Papin à SAINT MICHEL SUR ORGE (91240) est autorisée à se substituer à la SARL LACOSTE située à ÉVILLERS (25520) pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roche calcaire sise à SAINT VIT , lieu-dit « Champs de Tenne », ainsi que d'une installation de traitement des matériaux ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 5669 en date du 4 octobre 1999 susvisé.

### **ARTICLE 2**

L'autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés à l'arrêté préfectoral n° 5669 du 4 octobre 1999 susvisé, annexé à la présente autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas modifiés par les dispositions suivantes.

### **ARTICLE 3**

La reprise d'exploitation effective de la carrière est conditionnée à la déclaration que doit adresser le nouveau titulaire de l'autorisation au préfet du DOUBS accompagnée des documents notamment indiqués aux articles 12 et 13 de l'arrêté du 4 octobre 1999 (Document de Sécurité et de Santé – DSS ; acte de cautionnement solidaire, désignation de l'Organisme Extérieur de Prévention – OEP ; indication des aménagements réalisés, etc...)

### **ARTICLE 4 – GARANTIES FINANCIERES DE REMISE EN ETAT**

Le montant des garanties financières devant être constitué dans ce cadre est de :

- 77 455 € TTC pour la première période d'exploitation de 5 ans qui débute le jour de la signature du présent arrêté pour une superficie d'environ 4,5 ha et pour une production d'au maximum 700 000 t conformément au schéma B ci-annexé ;

Dès que le document attestant la constitution des garanties financières sera produit par le nouvel exploitant, le cautionnement de la SARL LACOSTE de 590 000 F TTC (89 945 €) en date du 6 décembre 1999 délivré par le Crédit Industriel et Commercial deviendra caduc et la caution sera alors libérée de toute obligation.

- 76 169 € TTC pour la deuxième période d'exploitation de 5 ans pour une superficie d'environ 4,5 ha et pour une production d'au maximum 700 000 t conformément au schéma C ci-annexé ;
- 59 907 € TTC pour la troisième et dernière période d'exploitation d'environ 2 ans s'achevant le 4 octobre 2014 pour une superficie d'environ 3,5 ha et pour une production d'au maximum 200 000 t, conformément au schéma D ci-annexé.

### **ARTICLE 5 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au-delà du 4 avril 2014 pour permettre l'achèvement de la remise en état du site.

L'extraction du gradin inférieur restant côté Ouest de la carrière et qui supporte actuellement les installations de traitement des matériaux ne sera réalisée qu'en fin d'autorisation au lieu du début comme initialement prévu ; les installations de traitement pourront rester en place jusqu'à la fin de l'exploitation de ce gradin puis elles seront déplacées à l'Est.

#### **ARTICLE 6 – REMISE EN ETAT ET REAMENAGEMENT DE LA CARRIERE**

Les principes de remise en état du site ne sont pas modifiés : large talutage du front Sud, talutage du gradin inférieur, apport de matériaux inertes, couverture de tout le carreau, plantation d'arbres, etc...

Les aménagements du côté Ouest de la carrière initialement prévus en milieu de période autorisée ne le seront qu'en fin d'autorisation du fait de la modification du phasage d'exploitation précisé à l'article précédent.

En particulier, l'expertise par l'Office National des Forêts en fin d'autorisation telle qu'elle est prévue à l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 1999 est maintenue.

Le principe de remblaiement partiel de la carrière est également maintenu comme indiqué au schéma E ci-annexé.

#### **ARTICLE 7 – DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de BESANÇON. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les tiers disposent d'un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prévu à l'article 3 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 8 - PUBLICITE ET NOTIFICATION**

Le présent arrêté sera notifié à la SA SACER PARIS-NORD-EST située 16 bis rue Denis Papin à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91240) ainsi qu'à la SARL LACOSTE située 70 Grande Rue à ÉVILLERS (25520).

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de SAINT VIT par les soins du Maire pendant un mois.

#### **ARTICLE 9 - EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du DOUBS, le Maire de SAINT VIT ainsi que le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée aux :

- Conseils municipaux de BERTHELANGE, SAINT VIT, ROUTELLE, POUILLEY FRANÇAIS, DANNEMARIE SUR CRÊTE, VELESMES ESSARTS, OSSELLE, TORPES, ROSET FLUANS, FERRIÈRE LES BOIS, CORCONDRAÏ et SALANS ;
- Directeur Départemental de l'Équipement ;
- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

- Directeur de l'Office National des Forêts ;
- Service de la Navigation Rhône-Saône ;
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de la Protection Civile ;
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (Architecte des Bâtiments de France) ;
- Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- Directeur Régional de l'Environnement ;
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté à Besançon ;
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté – Groupe de Subdivisions du DOUBS.

A BESANÇON, LE 19 MARS 2003

Pour Le Préfet  
Le Secrétaire Général

Pour ampliation  
Par délégation  
Le Chef de Bureau

Yannick LECUYER

Bernard BOULOC